



Photo: Nations Unies

LE REPRÉSENTANT DE LA CHINE COMMUNISTE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Sur l'invitation du Conseil de sécurité, le chef de la délégation de la République populaire de Chine prend place à la table du Conseil. De gauche à droite: le général Wu-Hsui-Chuan (République populaire de Chine); sir Benegal N. Rau (Inde); M. Arndt Sunde (Norvège); M. Jacob Malik (U.S.S.R.); sir Gladwyn Jebb (Royaume-Uni).

En conséquence, Pékin annonça qu'une délégation, dirigée par M. Wu Hsiu-chuan, se rendrait à Lake Success. Le monde occidental put donc espérer qu'il serait enfin possible d'entamer des pourparlers avec la Chine communiste et de percer les motifs de son intervention en Corée.

Dès avant l'arrivée à New-York de la délégation de la Chine communiste, le Gouvernement de Washington s'employa à calmer les appréhensions et les soupçons de Pékin. Le 17 novembre, M. Truman donna de nouveau à la Chine communiste l'assurance que les États-Unis et les Nations Unies n'avaient pas de visées secrètes contre la Chine.

« Nous n'avons jamais eu la moindre intention de porter les hostilités jusqu'en Chine . . . Nous prendrons tous les moyens honorables pour empêcher toute extension des hostilités. Si la Chine communiste est aussi désireuse que l'O.N.U. de faire régner la paix et la sécurité en Extrême-Orient, elle ne prendra pas sur elle de contrarier les objectifs des Nations Unies en Corée ».

Deux jours plus tard, en réponse à la déclaration du président Truman, la radio de Pékin disait que le peuple chinois ne se laissait pas convaincre par les assurances de M. Truman que les États-Unis « ne nourrissaient pas d'intentions agressives contre la Chine . . . L'Amérique, à coups de mensonges, s'est frayé un passage à travers le monde jusqu'au territoire chinois et y a même pénétré, s'est emparée de Formose et menace un autre voisin, le Vietnam ». De plus, Pékin déclarait dans une note aux Nations Unies que l'appui qu'il prêtait à la Corée du Nord était « naturel, juste, magnanime et légitime », car il avait pour but de repousser l'« agression » des États-Unis, et que, si ceux-ci ne retiraient pas leurs troupes de Corée, la lutte des Chinois « ne cesserait jamais ».

Le Gouvernement du Royaume-Uni tenta de nouveau de dissiper les soupçons de Pékin à l'égard de l'Occident par l'entremise de son chargé d'affaires en Chine, M.